

1- L'ISLAMISME OFFICIEL

Pour les islamistes, l'Europe d'une manière générale peut jouer plusieurs rôles. Lors des attentats du 11 septembre, elle a servi de base arrière pour l'attaque contre les Etats-Unis. Mais elle est plus que cela. On l'a vu, nombre de terroristes sont Européens, Français, Espagnols, Néerlandais. L'islamisme radical trouve en Europe une terre de recrutement. Il y a en Europe occidentale plus de dix millions de personnes venues de pays musulmans. En France, cette communauté est la plus importante. Et ces immigrés ou descendants d'immigrés vivent souvent le rôle des parias des pays riches. Il n'est donc pas aberrant de la part des islamistes de penser pouvoir gagner là des activistes.

Mais l'Europe peut également être une cible. il ne faut pas oublier que l'islam a dans le passé atteint la ville de Poitiers en France, en ayant longtemps occupé l'Espagne. L'Europe en particulier l'Espagne justement, a connu son 11 septembre le 11 mars 2004, avec les attentats de Madrid. A cette occasion, le gouvernement espagnol, alors en pleine campagne électorale, a délibérément menti à sa population, attribuant les attentats à l'ETA basque. Cette thèse ayant été démolie avant le jour des élections, le gouvernement a été renversé. Le nouveau gouvernement s'est engagé à retirer les troupes espagnoles d'Irak, ce qui était la demande des terroristes.

Bien entendu, ni le nouveau gouvernement espagnol, ni même la population ne considèrent qu'il s'agit là d'un recul face aux terroristes. Car c'est bien l'immense majorité de la population, en Espagne comme dans toute l'Europe et dans la plupart des pays du monde, qui se prononçait contre toute participation à la guerre lancée par Bush fils en Irak. Il n'empêche que pour les terroristes, et pour les sympathisants des islamistes, c'est une victoire fantastique. En tout cas, un communiqué attribué à al Qaïda a proposé un solh, ce qui signifie un pacte, envers l'Espagne, selon une vision héritée de l'Islam traditionnel, qui considère que l'on peut passer un traité (dar el solh) avec une terre d'impiété, qui ne fait alors plus l'objet de Djihad.

Selon Gilles Kepel, "*l'émergence du salafisme dans l'islam européen est un phénomène récent.*" Jusqu'au milieu des années 1980, c'est une autre tendance qui régnait en maître. La main mise sur les associations à vocation sociale étaient aux mains du Tabligh, un mouvement né dans l'Inde des années 1920. Dans ce pays, un certain nombre de membres de la minorité musulmane s'estimait en danger de se retrouver diluée dans la masse hindouiste. Tabligh signifie "*propagation de la foi islamique*". Ce mouvement prône de s'habiller de manière très rigoureuse, à la manière du Prophète, de dormir comme il dormait, couché sur le flanc droit à même le sol.

Le Tabligh organise des sorties qui sont l'occasion de prêcher vis-à-vis des populations défavorisées, en les enfermant dans son carcan moral. Il se fait fort notamment de remettre dans "*le droit chemin*" ceux qui ont "*dévié*" vers la drogue par exemple. Il s'est ainsi adressé avec un certain succès aux jeunes fils d'ouvriers immigrés des années 1980, qui n'avaient plus aucun repère avec les reniements de la gauche au gouvernement. Mais, selon l'analyse de Kepel, le Tabligh n'a pas su garder le lien avec ces mêmes jeunes lorsque, devenus adultes, un certain nombre d'entre eux réussissant une certaine insertion dans la société, ils ont eu besoin de cadres plus intellectuels. Le Tabligh reste encore présent parmi les milieux les plus frustes.

Les salafistes se sont implantés en France au moment des succès du ; algérien, en 1989. La France compte deux millions de personnes d'origine algérienne, et une partie s'est identifiée alors au parti islamiste du bled, majoritaire aux élections de 1990 et 1991. Le salafisme était influent à l'intérieur du FIS, avec notamment le jeune jeune prédicateur Ali

Belhadj et avec l'appui d'un cheikh algérien installé à La Mecque, Abou Bakr al Jazaïri. C'est d'ailleurs l'influence des grands oulémas saoudiens qui a permis d'obtenir l'arrêt des combats en 1997 d'un grand nombre de salafistes, suite à des interventions du pouvoir algérien.

En France, les salafistes ont récupéré une bonne part des réseaux associatifs du Tabligh et ils y ont développé leur propre réseau d'entraide et de charité, l'UOIF. Puis à partir de l'an 2000, s'est ajouté à cette activité de travailleurs sociaux barbus une activité en direction des universités de banlieue, avec une section étudiante de l'UOIF, l'EMF, les Etudiants musulmans de France. L'EMF propose des services sociaux aux étudiants de familles maghrébines modestes. Elle a obtenu pour la première fois des délégués aux conseils des œuvres estudiantines en 2003. Dans un climat général d'abstention massive, et de dédain vis-à-vis des organisations de gauche et d'extrême-gauche, ils apparaissent comme de rares militants actifs. Kepel rapproche ces succès de ceux des associations proches des Frères musulmans sur les campus égyptiens dans les années 1970 et 1980. Celles-ci distribuaient par exemple des bourses ou des subventions, notamment pour récompenser les étudiantes décidant de porter le voile.

L'UOIF a sa fête annuelle, un congrès qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes au Bourget. Elle est dirigée par un groupe de Marocains de Bordeaux depuis le milieu des années 1990. L'UOIF a également une organisation de jeunes, les JMF, Jeunes Musulmans de France.

Toujours selon Kepel, l'UOIF a réussi à rapprocher autour d'elle une partie des prêtres, sociologues qui dans le temps sympathisaient avec le Parti communiste, et qui théorisent maintenant le fait que les classes populaires sont devenues musulmanes. De son côté, le Monde Diplomatique ne cache pas des liens très proches avec Tariq Ramadan, un concurrent de l'UOIF parmi les jeunes. Parmi les signataires des manifestations qui ont eu lieu en France pour le port du voile à l'école, entre décembre 2003 et février 2004, on trouve les signatures de José Bové, ou de l'écologiste Noël Mamère. Dans ces conditions, il est utile de préciser que nous ne sommes absolument pas d'accord avec cette vision des choses. Elle fait le lit d'abord de la religion musulmane et de toutes les religions, après quoi elle ouvre la voie aux succès des plus radicaux de ces religieux. Et tout ceci sans aucune volonté réelle, au fond, d'un quelconque changementsocial au profit des plus défavorisés. Si pour notre part, nous n'étions pas pour qu'une loi soit instaurée concernant le problème du voile, nous étions et nous restons pour l'idée qu'il revient aux enseignants et aussi aux élèves de combattre le porte du voile, et pas seulement à l'école, mais aussi dans les quartiers.

Face à l'UOIF, le monde religieux musulman dispose de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris, avec le recteur Dalil Boubakeur, traditionnellement proche de la droite française, où Alger est influente, mais qui est loin de pouvoir toucher les banlieues. Pendant très longtemps, les autorités françaises ont déploré de ne pas avoir d'ir d'interlocuteur dans le monde musulman, comme il en a avec ceux qui dirigent la religion juive. Finalement, c'est

Sarkozy qui, au pas de course, a obligé les prétendants à s'entendre pour mettre en place ce qu'on a appelé le CFCM, le Conseil français du culte musulman, en décembre 2002.

Les représentants ont été élus sur la base de "circonscriptions", chaque mosquée disposant d'un nombre de voix tenant compte de sa surface au sol. L'UOIF étant la seule capable de quadriller les quartiers où se trouvent les 1500 salles en France, elle est la grande gagnante. Kepele et d'autres dénoncent cette opération, menée par des "politiciens qui souhaitent les utiliser pour assurer l'ordre de la société au moindre coût tout en escomptant recevoir en retour des paquets de suffrages électoraux". Il est vrai qu'elle enferme toute une population d'origine maghrébine, et pas forcément aussi pratiquante ou croyante qu'on le dit, dans de soi-disant représentants qui sont d'une part tous religieux, et accessoirement, intégristes.

2- TROIS GENERATIONS DE TERRORISMES ISLAMISTES EN FRANCE

La France se targue volontiers d'avoir su, contrairement aux Etats-Unis, gérer et contenir le terrorisme. Ce langage est distillé régulièrement. De plus, la connivence des journalistes avec le pouvoir sur les problèmes cruciaux fait que l'information, même si elle est donnée, est gérée de manière à conforter cette idée que la France, si elle n'est pas à l'abri du terrorisme, a à la fois les bonnes méthodes policières (infiltration par les services de renseignements, là où les USA auraient trop privilégié le renseignement automatique par les technologies, etc.), et une bonne politique internationale, pour en limiter au maximum les effets.

Citoyens français, dormez tranquilles ? C'est à voir. La France est directement mêlée aux attentats du 11 septembre à New York, à ceux de Casablanca au Maroc, à celui de Djerba en Tunisie ; des réseaux sont liés à la Tchétchénie, peut-être même à l'Irak ; dans les banlieues, on assiste à un phénomène de conversion à l'Islam de jeunes qui avaient d'autres religions pour origine.

Bien avant le 11 septembre et ses suites, la France avait connu au moins deux vagues d'attentats islamistes importants. En 1986, d'abord, en lien avec l'Iran, puis en 1995, en lien cette fois avec l'Algérie. Ce serait une grave erreur que de reléguer ces événements au passé car ils sont en réalité tout à fait liés à l'islamisme actuel, même si celui de l'époque n'avait pas encore pris sa forme dernière, celle d'al Qaïda.

Dans le cas de l'Iran, nous avons affaire à une révolution populaire qui a mis en place un pouvoir islamiste. Et pour ce qui est de l'Algérie, c'est de manière tout à fait légale, par les élections, que les islamistes sont arrivés en situation de détenir le pouvoir, et c'est l'armée qui les en a empêchés.

Dans les deux cas, la France était engagée avec les anciens pouvoirs en place. Et c'est avant tout cet engagement ancien qui a créé une situation où la France s'est trouvée opposée soit au pouvoir de Khomeiny, soit aux activistes islamistes algériens. Il serait erroné d'en déduire que la France serait, par nature, hostile à tout pouvoir islamiste. La France a été une terre de refuge pour Khomeiny. La règle, pour cet impérialisme de second ordre, est plutôt de tenter de jouer dans chaque situation deux fers sur le feu à la fois : un soutien et une collaboration fructueuse avec le régime en place, tout en préservant des possibilités d'entente

avec l'opposition, au cas où elle parviendrait au pouvoir. Mais ce jeu délicat ne fonctionne pas toujours .

Ainsi, la France n'a en aucun cas dit à l'époque qu'elle refuserait toute collaboration avec une Algérie aux mains des islamistes. Cela aurait certainement posé des problèmes délicats, mais il est évident que l'intérêt de l'impérialisme aurait été de chercher à composer et continuer d'influer sur la vie économique et politique de l'Algérie. De même, en Iran, la France a su profiter, comme en Irak d'ailleurs, d'une attitude plus intransigeante de la part de l'impérialisme numéro un, celui des Etats-Unis, qui a décidé de vouloir obliger ces régimes à lui obéir en les contraignant à des embargos économiques. Dans les deux cas, cela a été une aubaine pour les pétroliers français, qui en l'absence des concurrents américains, ont pu signer des accords prometteurs à leurs yeux.

3 – LE CONTENTIEUX NUCLEAIRE AVEC L'ETAT ISLAMISTE IRANIEN

Les attentats de 1986 ont été attribués à un groupe dirigé par Fouad Ali Saleh : 7 blessés dans la Galerie du Claridge sur les Champs Elysées, et une tentative de destruction de la Tour Eiffel ; 4 blessés à la librairie Gibert Jeune, 15 autres à la FNAC sports, au Forum des Halles, toujours à Paris, tout cela en février 1986. Nouvelle série d'attentats en mars : 9 blessés dans le TGV Paris-Lyon ; 2 morts et 21 blessés Galerie Point-Show sur les Champs Elysées, et 2 tentatives contre le RER A à Etoile et Auber. Enfin, toujours pour 1986, et cette fois en septembre : 1 mort et 16 blessés à la poste de l'Hôtel de ville de Paris, 43 blessés à la Défense dans une cafétéria, 2 morts et 1 blessés au Pub Renault, 1 mort et 45 blessés à la Préfecture de police de Paris, et pour finir le plus grave Rue de Rennes, au magasin Tati 7 morts et 54 blessés le 17 septembre 1986.

Plus personne ne serait capable de nous dire aujourd'hui le pourquoi de ces attentats. Pour cause ! La presse française a été de connivence entière avec son appareil d'Etat pour ne rien dire pendant toute cette période. En fait, les attentats étaient télécommandés par l'Etat Iranien islamiste de Khomeiny. La France, avant l'arrivée de Khomeiny, avait commencé à fournir à l'Iran au shah des éléments de matériel nucléaire permettant à celui-ci de progresser vers la construction de centrales nucléaires, mais également de matériel militaire nucléaire. Cette politique faisait partie d'une politique globale de tous les pays occidentaux, dans leur volonté de contrer l'URSS. Il s'agissait d'éviter que des pays comme l'Iran, le Pakistan (où la France est partie prenante du programme nucléaire dès 1976) l'Inde (à qui la France vend deux centrales), ne soient tentés de se lier à l'URSS pour obtenir d'elle cette technologie.

La France et l'Allemagne ont signé un contrat pour la fourniture à l'Iran de 4 réacteurs, et c'est à cette occasion que l'Iran est entré dans le capital du consortium européen qui assure la production d'uranium enrichi, Eurodif, à hauteur de 10%. La France va commencer à fournir à l'Iran le matériel promis. Mais lorsque le pouvoir du shah est renversé, elle stoppe immédiatement cette collaboration. Elle n'espère plus qu'une chose, que Khomeiny soit renversé au plus tôt. Notamment grâce à la guerre que va lui mener Saddam Hussein.

Selon certains auteurs, ce serait l'ensemble des attentats commis en France de 1984 à 1990, qui seraient dus à l'Iran, qui exigeait de la France qu'elle tienne ses promesses, qu'elle fournisse le matériel promis ou sinon rende l'argent payé par l'Iran pour ses commandes. Les otages au Liban, l'explosion du DC 10 Brazzaville-Paris, les assassinats de personnages-clés du nucléaire français (G. Besse, M. Baroin, le général Audran) indiquent en tout cas un lien

commun avec le problème iranien. Finalement, Chirac et Pasqua négocieront avec les terroristes, puis Mitterrand conclura un accord avec l'Iran en 1991. Depuis, l'Iran est actionnaire d'Eurodif et poursuit son programme nucléaire.

4- L'ALGERIE ISLAMISTE ET LA FRANCE

Autre vague d'attentats spécifiquement française, en 1995 cette fois. La raison en est le soutien militaire, financier, et politique qu'apporte la France à l'Etat algérien, alors qu'il est en guerre contre les GIA. Le 25 juillet 1995, un premier attentat fait 8 morts et 150 blessés au métro St Michel : une bombe a explosé dans une rame du RER. C'est le premier de toute une série d'attentats: en août, une bonbonne de gaz fait 17 blessés avenue de Friedland dans le 8ème arrondissement de Paris ; puis une autre est découverte sans avoir explosé sur la voie du TGV Paris-Lyon, dans le Rhône. La police identifie deux empreintes: Khaled Kelkal et Boualem Bensaïd. Septembre 1995: une bombe explose sur le marché du Boulevard Richard Lenoir à Paris, et blesse 4 personnes ; le lendemain, une autre est désamorcée dans le 15ème arrondissement ; trois jours plus tard, une voiture explose devant une école juive à Villeurbanne et blesse 14 personnes. Le 29 septembre, la police localise Khaled Kelkal -, il est tué par les gendarmes lors de son arrestation. En octobre, le 6 une bombe blesse 13 personnes près de la station de métro Maison-Blanche; le 17 une nouvelle bombe explose à nouveau dans une rame du RER entre Musée d'Orsay et St Michel, et fait 19 blessés.

Ces affaires feront l'objet de quatre procès distincts. En 1998, le tribunal correctionnel de Paris juge 41 personnes, soupçonnées d'avoir appartenu à un réseau de soutien logistique aux GIA, réseau dit de Chasse sur Rhône ; le chef présumé Ali Touchent, dit Tarek, en fuite, est condamné à 10 ans de prison. Mais les autorités algériennes déclarent l'avoir tué en mai 1997 dans une fusillade à Alger. Un second procès a lieu en 1999, et concerne le réseau Kelkal : 21 membres sont reconnus coupables "*d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste*" et condamnés à des peines de 6 mois à 10 ans de prison pour ceux considérés comme les coordonnateurs Boualem Bensaïd et Smaïn Ali Belkacem.

En 2000, pour l'attentat manqué contre le TGV Paris-Lyon, un troisième procès condamne à 30 ans de réclusion criminelle Boualem Bensaïd. Enfin, en octobre 2002, Boualem Bensaïd et Ali Aït Belkacem sont cette fois condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, avec peine incompressible de 22 ans pour Boualem Bensaïd, pour les attentats du RER St Michel et Musée d'Orsay et du métro Maison Blanche. Mais Boualem Bensaïd est retenu par les Anglais, qui pensent que les aveux qui sont à la base de sa condamnation n'ont pas été obtenus de manière régulière par la police française. De toute évidence, les rivalités et les divisions entre les divers Etats l'emportent encore, avant le 11 septembre. Il faut également ajouter un autre point trouble côté français : le dénommé Ali Touchent, alias Tarek. Un témoin dit l'avoir reconnu avec les deux autres accusés dans la rame, station Châtelet, avant qu'elle n'explose. Un employé de l'armurerie de la Bourse à Paris dit que c'est lui qui a acheté la poudre quatre jours avant l'attentat de St Michel. Ali Touchent est considéré comme l'émir des GIA en Europe. Lors du procès, la question a été clairement posée à Roger Marion, chef de la division de la PJ chargé de la lutte antiterroriste lors des attentats de 1995: pourquoi Ali Touchent, qu'on retrouve constamment dans tout un tas d'affaires, n'est jamais arrêté, alors que ses collaborateurs le sont presque tous ? Un avocat précise que dans l'album des services de police de l'époque, il y a 60 photos des terroristes et de leurs complices, une seule manque celle d'Ali Touchent. Alors, était-il oui ou non une taupe des services français dans les GIA ? Réponse de Roger Marion: "*Nous sommes en*

2002. *Je ne m'en souviens plus. Depuis trois ans, j'ai des responsabilités supérieures. Nous, on a arrêté les auteurs. Vous, vous ne parlez que des morts*". C'est l'Etat algérien qui a annoncé avoir tué, ou peut-être liquidé, Ali Touchent, lors d'une fusillade avec les forces de l'ordre à Alger, en mai 1997.

C'est en 1995 également qu'a été assassiné un imam en plein Paris. Abdelbaki Sahraoui, imam de la mosquée de la rue Myrha dans le 18ème arrondissement de Paris, était le porte parole à Paris du FIS. Il a été tué par balles, ainsi que son assistant Ahmed Omar, dans la mosquée, par deux hommes masqués. L'Imam Sahraoui aurait ainsi été sanctionné parce qu'il refusait de reconnaître et l'usage d'une violence tous azimuts, y compris contre la population, et l'exportation de la guerre civile hors des frontières algériennes. Le fusil Winchester qui avait tiré en plein visage a été retrouvé un mois plus tard à Malval, dans le Rhône, où Khaled Kelkal s'était réfugié. L'autre arme, un pistolet automatique 7,65, sera retrouvée dans un appartement parisien en travaux 7 ans plus tard. Cet appartement avait été occupé par Boualem Bensaïd, l'homme détenu par les autorités anglaises.

5- LE 11 SEPTEMBRE 2001 ET L'AFGHANISTAN

Ces attentats vont effectivement donner une longueur d'avance à la police française, car c'est en 1995 qu'elle découvre, déjà, l'existence de liens entre les islamistes pouvant agir en France et l'Afghanistan. En effet, ils découvrent que Ait Ali Belkacem, condamné pour les attentats du RER, cadre du GIA, a fait un stage en Afghanistan. Dans une interview au journal Le Monde en date du 12 septembre 2002, le patron de la DST française Pierre de Bousquet de Florian décrit l'itinéraire de cette génération: *"Il s'agit la plupart du temps de jeunes hommes algériens, tunisiens, marocains ou français d'origine maghrébine. Ils peuvent appartenir à des familles bien intégrées et avoir un bon niveau d'études. A un moment, il y a une rupture avec la famille, un passage par Londres, puis ils gagnent l'Afghanistan via le Pakistan. En Afghanistan, ces garçons séjournent plusieurs mois pour subir à la fois un conditionnement intellectuel, religieux, un entraînement physique puis un apprentissage de techniques militaires, le maniement d'armes, la gestion des explosifs et des moyens de communication.*

Quelques mois après, ils reviennent en Occident, en Europe bien souvent, auréolés de la gloire du combattant. Ils se retrouvent alors bien souvent dans de petits groupes avec ceux qui ont fait la même expérience qu'eux. (Ils agissent) de manière très professionnelle. Ils sont en large partie autonomes sur le plan financier: ils subsistent grâce à la délinquance, les braquages, la reproduction des cartes de crédit, voire, on en a un exemple assez récent, la contrefaçon de vêtements de marque. Les membres de ces groupes sont chargés du repérage des objectifs (...) Ils sont enfin très au fait des technologies modernes : informatique, Internet, téléphone satellitaire. "

Pour le patron de la DST, *"à part les grandes actions spectaculaires et coordonnées par l'entourage direct de Ben Laden, (la marge de manœuvre de ces groupes) est très grande. Autant les ordres de passer à l'action sont donnés par des référents en Afghanistan autant le choix des cibles, le timing ou les moyens semblent toujours décidés sur le plan local. Il faut aussi insister sur la mobilité de ces groupes, dont les membres voyagent en Europe -avec des faux papiers-, se contactent..."*

Au moment du 11 septembre, al Qaïda disposait d'au moins une cellule en France. En novembre 2002, la police française mobilisait une centaine d'hommes, DST, RAID, CRS,

pompiers, pour arrêter Slimane Khalfaoui, de passage chez sa sœur, dans une cité de Montfermeil. Khalfaoui, franco-algérien, est soupçonné d'abord d'avoir appartenu au "groupe de Francfort", lié à al Qaïda en Allemagne. Ce groupe est accusé d'avoir projeté un attentat à Strasbourg, pendant les fêtes de Noël de l'an 2000. Les policiers allemands ont retrouvé des armes, des explosifs, et une cassette vidéo de la cathédrale et du marché de Noël de Strasbourg, considérée comme un repérage. Il est également recherché depuis 1995 pour ses liens avec la "filière afghane" : il s'agit pour la justice anti terroriste française de rechercher les militaires du Djihad qui ont fait leurs classes en Afghanistan, comme il y a également une filière Tchétchène, ou bosniaque. Enfin, Khalfaoui est soupçonné d'être aussi un proche de Ahmed Ressam.

Ahnied Ressam, un Algérien politisé à l'Islam à Marseille, a été arrêté à la frontière entre le Canada et les USA avec 60 kilos d'explosifs dans sa voiture. Il a été déclaré coupable d'avoir voulu attaquer l'aéroport de Los Angeles lors du passage à l'an 2000. Il avait expliqué au tribunal qu'il avait appris dans les camps de Ben Laden en Afghanistan à utiliser un gaz mortel, à base de cyanure et acide sulfurique. C'est ce genre de gaz que Rabah Kadri, algérien au surnom de Toufik, prévoyait d'utiliser dans le métro de Londres, avant d'être arrêté et inculpé.

En juin 2004, un tribunal des Pays-Bas a condamné par défaut un autre Français, Jérôme Courtailler, dit aussi Salman, à 6 ans de prison, en même temps que l'Algérien Abdelghani Rabia, pour la préparation d'un attentat à Paris. Il est considéré comme le chef de la cellule de Rotterdam. La justice hollandaise étant clémente, elle avait blanchi une première fois Courtailler, alors que lui-même avait reconnu une partie de ce dont on l'accusait. Il a fallu la pression des responsables européens de l'antiterrorisme pour qu'il soit rejugé en appel. Entre temps, Courtailler s'est envolé.

Jérôme Courtailler aurait été dénoncé par un autre Français d'al Qaïda Djamel Beghal, qui dirigeait la "cellule de Rotterdam" avant le 11 septembre. Djamel Beghal agissait sous les ordres directs d'Abou Zoubeida, proche de Ben Laden, et d'Abou Qutada, prêcheur à Londres, et aujourd'hui incarcéré. Il a aussi apporté une aide au Tunisien Nizar Trabelsi, qui dirigeait une cellule à Bruxelles, et qui a été condamné à dix ans de prison en Belgique.

Djamel Beghal a été arrêté dans l'émirat de Dubaï en juillet 2001. Le tunisien Trabelsi, ancien joueur de foot professionnel devait se faire exploser dans l'ambassade américaine à Paris. Les explosifs et les plans de cette attaque ont été découverts en Belgique.

Trabelsi est aussi impliqué dans l'assassinat du Commandant Massoud. Lui et les deux assassins marocains, auraient obtenu des faux passeports belges, volés à La Haye aux Pays-Bas par la cellule de Rotterdam, en vue de l'assassinat de Massoud, dirigeant de l'Alliance du Nord en Afghanistan opposé aux Talibans. On a également découvert que la cellule de Rotterdam avait des liens avec des bandes de la criminalité organisée, et était active dans le trafic d'armes, de drogue, et de vêtements de marque, pour financer ses activités.

Il n'y avait pas de Français dans les avions qui ont servi de bombes du 11 septembre. Mais le Français Zacarias Moussaoui est détenu aux Etats-Unis, soupçonné d'être le 20ème pirate de l'air prévu. Sa participation aurait été empêchée par son interpellation pour situation irrégulière sur le territoire américain quelques semaines avant. Selon les services Américains, Richard Reid aurait été en contact avec Zacarias Moussaoui et Djamel Beghal en Afghanistan. De même, dans l'affaire des projets d'attentats du passage à l'an 2000 à

Strasbourg, deux personnes interpellées ont dit à la police française avoir rencontré Zacarias Moussaoui en Afghanistan.

Après les attentats du 11 septembre, l'armée américaine intervient en Afghanistan. Soutenue plus ou moins loyalement par celle du Pakistan, elle arrête un certain nombre de gens supposés être venus là participer au Djihad, et d'être des terroristes ou des apprentis terroristes. Sept français ont été détenus sur la base américaine de Guantanamo, réservée aux présumés terroristes liés à Al Qaïda. Quatre d'entre eux ont été rapatriés en France après deux ans de détention. Ils avaient été arrêtés en janvier 2002, lors de l'intervention militaire américaine en Afghanistan ou par les services pakistanais au Pakistan. Ils ont fait un certain nombre de déclarations aux policiers de la DST, puis aux juges antiterroristes, en septembre 2004. Mourad Benchelili 23 ans et Nizar Sassi 25 ans sont originaires de la banlieue lyonnaise, à Vénissieux. Ils font d'abord un voyage à Paris en TGV, puis Londres en bus, passent dans le Londonistan et la mosquée de Finsbury Park, et de là ils gagnent le Pakistan, puis l'Afghanistan. Ils sont partis sur les conseils du grand frère, Menad Benchelali, suspecté d'avoir préparé des attentats contre les intérêts russes en France.

Mourad déclare: *"Ma vie était vide, je n'avais plus de travail. Je n'avais rien à faire, cela s'est présenté comme une opportunité"*. Il souhaitait *"se rapprocher de la religion"*, dit-il aussi. Nizar Sassi explique sa passion pour les armes, venue par *"les films à la télé"*: *"Mon intégrité d'homme dépendait de cette maîtrise des armes (...) L'arme est synonyme de pouvoir, de respect"*. Et il raconte le camp d'entraînement de Farouk: *"Nous avons été pris en main par un formateur qui nous a enseigné le montage et le démontage de la kalachnikov pendant une semaine (...) J'avais l'impression d'être dans un film, et de participer à un entraînement du GIGN"*. Les journées se passent entre course à pied, enseignement théologique, un repas spartiate à base de riz (Nizar Sassi va perdre 19 kilos, et envoyé se refaire une santé vers Kaboul)

Les deux jeunes prétendent ne jamais avoir été arrivés au stade de vouloir se prêter à des attentats suicides, mais là il est plus difficile de savoir dans quelle mesure c'est leur système de défense. Nizar Sassi dit qu'*"à aucun moment je n'ai eu pour intention d'aller faire le djihad (...) Je ne suis pas prêt à commettre des atrocités"*. Imad Kanouni 27 ans, lui aussi revenu de Guantanamo dit la même chose: *"Je voulais juste étudier tranquillement, je pensais que la science était plus importante que se battre"* Il se présente comme *"quelqu'un de religieux"*. *"Je fais la différence entre le djihad, qui est une guerre défensive contre ceux qui nous combattent, et le terrorisme que l'Islam n'accepte pas"*. Et les trois présentent ensemble le quatrième, Brahim Yadel, comme le seul vrai djihadiste.

Brahim Yadel, 33 ans est originaire d'Aubervilliers, dans la banlieue parisienne. Il a déclaré à la DST: *"Je suis parti pour des raisons religieuses. Mon but était la défense d'un Etat islamique (il s'agit de l'Afghanistan). Arrivé là-bas, comme il y avait une guerre, j'étais prêt à monter au front pour me battre contre l'Alliance du Nord, mais je ne l'ai pas fait (...) Je voulais me battre contre l'Alliance du Nord, mais pas aux côtés de Ben Laden J'y aurais fait le Djihad au nom du régime taliban si on me l'avait demandé (...)"*

Yadel décrit en détail ses stages de formation: *"Le camp de Khalden était situé dans une vallée très encaissée. Tout le camp était organisé autour de grottes aménagées dans la montagne"*. Et il raconte qu'il y avait à Khalden énormément de grottes, et qu'on avait affecté une grotte pour chaque type d'activité, une immense grotte servant de lieu de prière.

Plus tard, dit-il, *"Je suis arrivé (au camp de Farouk) début septembre 2000. C'était vraiment un camp militaire de grande taille et structuré. (...) Là-bas, le but était d'éprouver la foi des combattants. Les troupes d'Oussama étaient cassées au sens psychologique, je veux dire peu de nourriture, peu de sommeil, des punitions (escalader une montagne) (...) J'ai vu Oussama Ben Laden en septembre 2000. Nous étions en attente du début de la prière, Ben Laden - les gens surplace l'appelaient le cheikh- est entré par l'arrière de la pièce où nous étions, je pense une centaine. Il s'est installé avec ses gardes du corps. C'était pour la prière du milieu de la journée, Ben Laden a prié avec nous puis il est sorti et il a rejoint la maison des responsables du camp. (...) Dès que j'ai été intégré à un groupe, nous avons été formés par un expert en armement russe".* Plusieurs jours sont consacrés à chaque arme (Siminoff, Kalachnikov, Sekata, Griniff, grenades), on la démonte et on la remonte.

"Puis j'ai enchaîné avec la formation aux explosifs. Elle était très simple car nous avons assisté à des démonstrations de C4, TNT et le RDX (...) J'ai été formé à l'électronique lors de mon passage à Djalalabad en décembre 2000. Ce stage a duré trois semaines. Il consistait en la fabrication de circuits imprimés, à faire des soudures et à la lecture de schémas électroniques. Je me souviens que nous avons travaillé avec une montre de marque Casio. Il ne nous a jamais été exposé clairement en quoi pouvait nous servir cette formation, mais je savais que cela pouvait servir dans la fabrication de bombes".

6- UN CONVERTI

Trois mois après le 11 septembre 2001, un avion parti de Paris pour Miami aux Etats-Unis était visé par le terroriste Richard Reid. Richard Reid avait dissimulé des explosifs très puissants dans ses chaussures, La section anti-terroriste de la brigade criminelle et la BRI ou Antigang ont mené des opérations dans la banlieue parisienne (Bagneux, Garges les Gonesse) et dans le 10^{ème} arrondissement de Paris, dans des restaurants et des lieux de prière pakistanais, soupçonnés d'avoir fourni de l'aide à Richard Reid. Deux Français et un pakistanais ont été mis en examen en juin 2002.

Richard Reid était un converti à l'Islam. On avait alors découvert l'existence en Europe d'un nombre non négligeable de jeunes, issus de milieux populaires, dont la religion d'origine n'était pas l'Islam et qui s'y sont convertis. On estime qu'en France, ce nombre est de 50 000 convertis, depuis dix ans.

7- DES BANLIEUES DE LYON ET PARIS A DJERBA (TUNISIE) ET A LA TCHETCHENIE

Le 11 avril 2002, c'est la stupeur cette fois en Tunisie. Un camion-citerne rempli de gaz explose devant la synagogue de Djerba, faisant 19 morts, surtout des Allemands. Le porte-parole Souleiman Abou Ghaïth d'Al Qaïda revendique l'attentat. Le kamikaze est Nizar Naouar. Il n'a jamais vécu en France, car il est resté vivre en Tunisie, mais toute sa famille vit dans la banlieue de Lyon. Le père, originaire de Ben Gardane y est arrivé il y a trente ans. Mais son frère Oualid est impliqué. Il a été chercher 1800€ au foyer Sonacotra de St Priest près de Lyon, pour acheter un téléphone satellite. La police française a récupéré le téléphone auprès des Tunisiens, et a ainsi établi que Nizar Naouar a eu des contacts avec Khaled Cheikh Mohammed, un haut responsable d'Al Qaïda.

En décembre 2002, dans une barre d'immeuble de la cité des 4000 à La Courneuve, dans la banlieue nord de Paris, la DST française interpelle 4 islamistes présumés, 3 hommes et une femme. Les trois hommes sont de nationalité algérienne. Les policiers trouvent de l'argent liquide, des faux papiers et des bonbonnes de gaz de 13 kg vides, du genre de celles qui avaient servi dans la vague des attentats islamiques de 1995. Lors d'une seconde perquisition plus poussée, les policiers vont découvrir à l'intérieur d'une machine à laver des pièces électroniques entrant dans la fabrication d'un détonateur à distance à l'aide de téléphone portable. Pour les policiers, Merouan Benahmed est un spécialiste en électronique et en fabrication des bombes.

Présumé responsable de la cellule de La Courneuve, Merouan Benahmed, est lié à l'affaire du groupe de Francfort, responsable des tentatives d'attentat sur Strasbourg. Ancien émir du GIA algérien (groupes islamistes armés), Benahmed a fréquenté, avec Menad Benchellali, les camps des gorges du Pankissi, entre la Géorgie et la Tchétchénie. Selon le ministère de l'intérieur français, ils y "ont côtoyé des combattants tchétchènes, mais surtout de hauts responsables d'al Qaïda, spécialistes des produits toxiques ". Mais ceux qui ont été faire le Jihad ne sont que deux, sur une cellule présumée de 9 membres au total.

Quelques jours plus tard, la police arrête quatre autres personnes à Romainville, toujours fin 2003. Parmi elles, Menad Benchelali, le grand frère de Mourad, détenu à Guantanamo. Cette fois, l'une des personnes arrêtées reconnaît que la cible choisie était l'ambassade de Russie à Paris, dans le 16ème arrondissement.

Les membres arrêtés à Romainville disent également les raisons de leur motivation: un de leurs "frères", al Moutana, (impliqué dans le projet d'attentat contre la cathédrale de Strasbourg), a été tué par les Russes en Tchétchénie. De plus l'émir Khattab, chef de la "légion étrangère" en Tchétchénie est mort dans des conditions mystérieuses, peut-être empoisonné, en avril 2002. Enfin et surtout, c'est le massacre par les troupes russes du commando qui a opéré la prise d'otages au théâtre de Moscou (au moins 129 morts), qui est la principale motivation de cette cellule La Courneuve-Romainville.

Au total, la DST française estime à une vingtaine le nombre de Français qui comme Merouan Benahmed sont passés par la Tchétchénie. On en a un exemple avec cet autre Français, Khaled Ouldali, arrêté par les Géorgiens fin 2002, à la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie. Au journal Le Monde, Khaled Ouldali déclare n'avoir jamais touché une arme. Mais pour les services secrets français, c'est bien un islamiste. Ouldali a 34 ans lors de son arrestation. Il est né à Uzès dans le Gard, de parents algériens, maintenant à la retraite. A l'âge de 8 ans, la famille déménage dans la région de bordeaux. Il va en lycée technique. En 1993, il crée une organisation humanitaire appelée Association de bienfaisance et de culture. Pour les services secrets français, il se radicalise au contact des islamistes algériens en France et en Allemagne, où il vit en 1995.

Ouldali fait un premier séjour en Tchétchénie durant 11 mois. Puis il rentre en France, dans la région parisienne. Il travaille "de 4 heures du matin à 17 heures" dit-il, sur le marché de Rungis comme chauffeur-livreur pour le compte de plusieurs sociétés. Il vit dans un foyer de travailleurs à l'Hay les Roses, où il fréquente la salle de prières. Puis de nouveau, il quitte sa vie occidentale et retourne en Tchétchénie, par la Grande-Bretagne, la Turquie, et la Géorgie. Il répète que ce qui l'a conduit là-bas, c'est de voir les images de la seconde guerre de Tchétchénie, les bombardements russes, les exactions contre les civils. "Je suis venu voir de mes propres yeux".

Très discrètement, la police et la justice antiterroristes abattent donc en France un travail considérable. Pour les douze premiers mois qui ont suivi le 11 septembre 2001, on dénombrait 300 enquêtes préliminaires et 30 informations judiciaires. Ce qui inquiète les policiers, c'est le rapprochement entre les gens qui se réclament d'al Qaïda, et le GSPC algérien qui agit sur le territoire algérien. Al Qaïda serait en relation avec l'émir de la 9ème région algérienne, Ben Mokhtar. Par ce biais, craignent-ils, la France pourrait vite devenir un nouvel objectif direct pour al Qaïda et ses groupes.

8- LES BANLIEUES, LA JEUNESSE ET L'ISLAMISME

Ce qui est vrai, c'est que le sort fait par la France aux banlieues, et parmi elles aux jeunes d'origine émigrée maghrébine, on l'a vu, a permis aux islamistes de tout poil de trouver là un terrain de recrutement. Dans un premier temps, des quartiers plus ou moins à l'abandon, sont passés par divers faux espoirs. Ainsi, le fameux quartier des Minguettes à Lyon. Dans les années 1980, cette banlieue avait connu une flambée de violence. Puis des jeunes du quartier avaient organisé une marche sur Paris, pour protester contre le racisme et réclamer l'égalité des droits. Le parti socialiste a alors largement soutenu cette initiative, et près de 100 000 personnes avaient manifesté à Paris le 3 décembre 1983, derrière les jeunes beurs de Lyon.

"Nos grands frères se sont fait rouler avec la marche des beurs. Nous, on veut garder notre identité". Voilà ce que dit dix ans plus tard un responsable d'une association musulmane dans le même quartier, l'Aube. Ce quartier de 21000 habitants est devenu le fief de l'Union des Jeunes Musulmans, IUJM, proche de Tariq Ramadan. Selon le Monde (12 février 2003), même l'Eglise et les dirigeants politiques locaux ont une part de responsabilité dans le développement des organisations islamiques de quartier. Les pouvoirs ont cherché dans les années 1980-90 ouvertement à s'associer avec les associations musulmanes. Elles leur donné des moyens financiers qu'elles n'avaient pas. Et elles ont dans le même temps tourné le dos aux autres associations. *"A Lyon, ville catholique, l'essor de l'islam des quartiers a aussi bénéficié de la tradition d'un fort mouvement associatif et il a été soutenu, au début, par une partie de l'église".* Le calcul des élus était d'obtenir ainsi la paix sociale, la fin des violences, en enfermant les jeunes d'origine immigrée dans un petit monde contrôlé par la religion musulmane, au lieu de chercher à tisser des liens sociaux ouverts.

Il n'est donc pas étonnant, aujourd'hui, que l'idée est répandue parmi les jeunes les plus défavorisés que la solution à leurs problèmes est dans une recherche au sein de la seule communauté islamique. *"Leurs grands frères se sont fait blouser par la gauche en renonçant à une part de leur identité ou en allant à la soupe"*, explique l'un des responsables de l'IJM.

Le seul critère d'identité qui est mis en avant, c'est la religion. Evidemment, il n'est pas question de chercher dans les critères sociaux celle-ci: pas question de se définir comme des anciens colonisés, ou des prolétaires, ou des membres d'une population provenant de pays actuellement dominés par l'impérialisme. Toutes ces idées sont également niées, rejetées, car liées au communisme. Et le rejet du communisme, du socialisme, est essentiel pour tous ceux qui souhaitent le développement des idées religieuses, et mieux encore, de formes de pouvoir basées sur la religion.

Une fois établie la prédominance concrète, matérielle, des idées religieuses, dans une fraction une société, un quartier ou une cité, le chemin n'est plus bien long à faire pour les

courants islamistes les plus radicaux. Une véritable concurrence pour le pouvoir religieux entre alors enjeu. Cette concurrence est palpable sur le plan du contrôle des mosquées.

Dans la région parisienne, sur 372 lieux de culte musulmans officiels les salafistes avaient pris le contrôle de 22 mosquées en 2003, chiffre qui est monté à 32 en 2004. Selon les Renseignements généraux, la prise de pouvoir est le plus souvent parfaitement légale. Le conflit prend d'abord la forme d'un conflit de générations, entre des anciens au pouvoir, et des jeunes qui le convoitent. L'imam en place s'interdit de parler politique. Les jeunes le dénoncent justement pour cela: ils mettent en doute sa religiosité, puisqu'il n'appelle pas ouvertement à la défense des musulmans dans le monde. De même, la gestion de l'aumône légale, le zakat, cinquième pilier de l'Islam, est contestée, ce qui est un bon moyen de développer les doutes. Finalement, la majorité bascule en faveur des jeunes salafistes.

C'est le cas de 3 mosquées dans Paris. En région parisienne, la mosquée As-Salam de Stains, la salle de prière de la cité des Indes à Sartrouville, la mosquée Tariq Ibn Ziyad aux Mureaux, la mosquée Ar rahma cité des Acacias à Nanterre. En province, il y a la mosquée de la rue d'Archimède à Roubaix, celle de la Duchère à Lyon, celle du boulevard National à Marseille.

Selon Gilles Kepel, le salafisme est actuellement divisé en deux branches. L'une suit à la lettre les avis des cheikhs saoudiens, et à travers des sites Internet et des brochures insiste beaucoup sur le rituel, sur la longueur des vêtements à porter, sur les ablutions à faire, et cherche en fait à contrôler les jeunes pour qu'ils ne dérivent pas vers l'action politique. Pour Gilles Kepel, "en France, les cheikhistes représentent peut-être 95% des salafistes : ce sont les plus fondamentalistes, mais aussi les moins politisés. Un de leurs principes est de respecter les gouvernements en place". Et ce seraient les autres, les 5% de salafistes djihadistes qui fourniraient les réseaux terroristes. Mais les 95%, dès lors qu'ils deviennent suffisamment nombreux, deviennent évidemment à la fois un terreau fertile et un milieu protecteur pour l'action clandestine des autres 5%.

Mais le meilleur endroit où se construit le mouvement islamiste éventuel de l'avenir, c'est peut-être dans les prisons. Le monde a publié en octobre 2001 un témoignage très complet sur deux pleines pages, qui a été écrit entre 1996 et 1998. Un auteur y reste anonyme pour des raisons de sécurité. Il se présente ainsi : *"Je suis incarcéré depuis fin 1996 pour un délit de droit commun. (...) J'ai 33 ans, je suis Français d'origine algérienne, je vis maritalement avec une Française de souche, nous avons deux enfants. Je suis croyant mais je ne reconnais aucun prophète même si je respecte tous ceux qui y croient. Je mange régulièrement du porc, j'assume même d'en manger en prison. Vu ma taille et ma carrure, personne ne m'imposera de ne pas en manger, comme je l'ai déjà vu faire pendant ces années passées dans le milieu carcéral. (...) lors de ma première expérience carcérale, en 1984, j'avais vingt ans, il n'existait pas toutes ces histoires de prosélytisme. Il n'y avait pas toute cette propagande, tous ces bouquins, ces discours, tous ces détenus fanatiques dans les cours de promenade, comme c'est le cas aujourd'hui (...) En fait tout a commencé incontestablement en 1992. Il y avait quelques pro-islamistes dans les cours de promenade, des discussions sur le FIS, sur l'Islam, mais pas de prosélytisme, au sens propre du mot, il n'y avait pas de revues propagandistes, si ce n'est quelques corans qui se prêtaient (...) En 1993, j'ai été transféré pour finir ma peine. C'est vraiment là que, pour la première fois, j'ai été amené à côtoyer et à parler avec des extrémistes qui passeront leur temps à essayer de convertir le maximum de détenus, à faire du prosélytisme à outrance.*

"Le terrain de sport est devenu très vite leur lieu de prédilection, c'est là que pullulaient les victimes potentielles. Le terrain de sport était le seul endroit où pouvaient se retrouver tous les détenus de tous les bâtiments, sans qu'il y ait de surveillants près de vous. Y et Z avaient fait certains adeptes dans la prison. Ils avaient une très grande emprise sur certains détenus et avaient réussi plusieurs conversions, dont celle de deux Français de souche qui avaient pris des prénoms orientaux et cela, en quelques mois seulement. N°2 a été condamné à 18 ans de réclusion criminelle pour un homicide volontaire. Français d'origine algérienne, il a 30 ans et est incarcéré depuis 5 ans. Il a été initié en prison et fait la prière depuis deux ans. Dehors, lui aussi ne croyait en rien. Il m'explique que pendant sa détention, ses frères (c'est ainsi qu'ils s'appellent entre eux) se sont intéressés à lui et ont réussi à lui faire prendre conscience qu'il fallait avoir un autre mode de vie. Que nous, les jeunes issus de l'immigration, n'avions plus aucune identité, que nous étions manipulés par les pays occidentaux, eux-mêmes manipulés par les juifs. Depuis qu'il est en prison, il est devenu antisémite. Il m'a confié qu'avant il avait des Potes juifs.

Il appelle un autre détenu N°3 : "D'entrée de jeu, il m'a dit : "Tu es notre frère, regarde la France t'as mis en prison, c'est pour cela qu'il faut te battre avec nous (...) N°3 se bat pour un Etat islamique avec un califat (...) Il m'explique que la démocratie telle que nous la vivons n'est pas un bon choix. Il me parle aussi du complot juif, il est viscéralement antifrançais, car ce gouvernement aide le pouvoir algérien à combattre ses frères (...) Il me reproche souvent d'être représentatif d'une jeunesse issue de l'immigration qui ne fait rien pour aider le combat qui doit être aussi le nôtre, et du fait de nous désintéresser à la religion.(...)

"Comme je l'ai déjà dit, leur cible préférée est le jeune d'origine maghrébine, mais ils ne négligent ni les Noirs ni les Européens , à un moment donné, tous les détenus sont approchés par leurs discours. (...) Des détenus qui s'appelaient Nono pour Nordine, Dédé pour Déran : ils expliquent que ces surnoms nous ont été donnés par les Occidentaux pour nous éloigner de nos vraies racines, afin de nous franciser un peu plus. (...) Un jour, je me suis fait prêter un de ces cassettes et une fois en cellule je l'ai écoutée : elle débute par des prêches enflammés entrecoupés par des coups de kalachnikov. En ce qui concerne les livres, ce sont les visiteurs qui les déposent le plus simplement du monde, et cela en toute impunité. Pour les cassettes, elles suivent le même parcours que les autres choses interdites (...) De ce que j'ai pu voir, les bouquins de propagande tournent de bâtiment en bâtiment, soit par le sport, soit par l'infirmerie, par l'école. Les cassettes sont dupliquées et distribuées dans ces mêmes endroits (...)

"Une grande majorité de détenus disent faire le ramadan pour être tranquilles, mais aussi pour ne pas être considérés comme parias. Ils sont plusieurs milliers à subir la loi instaurée par ces ultras.(...) Ils sont contre toutes les conquêtes offertes par les révolutions telles que mai 1968. Ils veulent remettre en question l'avortement, les libertés de penser, la liberté sexuelle, le mariage mixte (...) Les trois critères qui permettent de reconnaître les plus fondamentaux d'entre eux (..) : ils ne mangent pas de viande car elle n'est pas tuée selon leur rite ; ils ne regardent pas la télévision car elle est administrée par les juifs ; ils gardent une barbe pour être plus près de leur prophète (...)

"En prison, il y a ceux qui ont une étiquette DPS (détenu particulièrement surveillé), qui concerne la plupart des détenus incarcérés pour des affaires de terrorisme. Pour ces raisons, ils les changent régulièrement de cellule, en moyenne tous les trois mois. En commun accord avec d'autres détenus, ils s'arrangent pour changer de cellule entre eux, ils peuvent ainsi

rester dans les mêmes bâtiments et garder leurs territoires (...) Comme pour tous les autres, N°5 est innocent devant les juges, mais il revendique haut et fort son appartenance au GIA et au FIS devant les détenus. Il aime à répéter qu'il faut égorger par la nuque et non par la gorge tous les impies, les juifs et les démocrates (...) N°5 a aussi un discours très politisé. Il se réfère à la misère des Palestiniens, des Irakiens, des Bosniaques, pour justifier que tout est de la faute des juifs, financés par les Occidentaux ou le contraire.(... Un jour, il m'a expliqué qu'avant d'être emprisonnés, tous ces groupes de "combattants incarcérés ne se connaissaient pas bien, qu'ils œuvrent pour la même cause, notamment instaurer une théocratie en Algérie, puis au Maghreb, pour l'étendre au monde. Il m'explique qu'ils ont profité d'être incarcérés pour échanger leurs coordonnées afin de pouvoir tous se revoir une fois libérés, ce qui m'avait déjà été dit par N°-3. Il faut savoir qu'une certaine unification a pu avoir lieu grâce à la prison. Sachant que toutes les affaires de terrorisme sont traitées par le tribunal de Paris, par un collégial de quatre juges d'instruction, tous ces fous de Dieu sont incarcérés dans les prisons de la région parisienne. Ils sont plus de deux cents incarcérés au moment où j'écris sur le sujet (...)

"Un autre jour, je me suis retrouvé avec C. (...) il finit par me donner un cours sur le maniement des explosifs, plus exactement : Comment transformer un détonateur à mèche en détonateur électrique ! Comment faire une mine artisanale avec de simples cartouches de fusil ! Comment faire un système de mise à feu avec une pince à linge ! Comment en faire un autre avec un réveil à piles ! Comment se servir d'une cigarette pour faire une mise à feu lente ! Comment faire exploser une bouteille de gaz. avec un réchaud, ils appellent cette méthode FLNC (...).

Et ce témoignage conclut : *"Depuis les années 1994-1995, le prosélytisme est en constante progression dans les prisons, (...) Le contexte même de la prison les aide énormément. Tel la misère sociale, la dureté de la prison, l'abandon de certains par leurs proches, ce qui fait que les détenus deviennent beaucoup plus réceptifs aux thèses provocantes de ces fous furieux (...) Les islamistes ont très bien compris qu'il ne fallait surtout pas faire de différence entre les délits, de façon à pouvoir recruter tous les mécontents et ce, le plus largement possible (...) "*

Commentaire du journal le Monde : *"Le ministère de la justice ne semble pas s'alarmer d'un phénomène qui ne trouble qu'assez peu le calme dans les prisons". Il rappelle que Khaled Kelkal avait été converti en prison. Un surveillant de la maison d'arrêt de la Santé à Paris décrit ainsi les prévenus pour affaire de terrorisme: "Leur niveau intellectuel et leur stabilité psychologique supérieure en imposent aux autres. Dans une cellule encombrée, tout le monde se soumet à la prière." Un intervenant extérieur ajoute : "Ils sont beaucoup plus généreux que les prisonniers habituels, partagent tout avec les nouveaux venus, qui sont généralement complètement paumés. Ils offrent une aide psychologique qui n'existe pas dans l'établissement. Ils ont un rôle protecteur : ce sont un peu les nouveaux caïds".*

Comment l'administration réagit-elle ? Cette société ne sait que combattre le feu par le feu. Ainsi, à Villefranche sur Saône-, où la prison accueille des jeunes issus des cités, le problème aurait été contenu par l'introduction de produits hallal dans l'épicerie interne ; un aumônier musulman agréé, une salle est mise à sa disposition les vendredis, et les tapis de prière sont autorisés. Résultat, 110 détenus sur 600 sont inscrits au culte.

La DST française a établi un procès verbal synthétisant sa connaissance d'al Qaïda
fin

juillet 2004. Elle rappelle que Ben Laden a réuni autour de lui cinq membres fondateurs

- Ayman el Zawahiri, émir du groupe al Djihad égyptien
- Rifai Ahmed Taha, alias Abou Ysser, dirigeant de la Jamaya Islamiya égyptienne
- Omar Hamza, alias Mir Hamza, secrétaire général de l'association des oulémas

pakistanaï

- Fazul Rahman Khalil, alias Fazal Ur Rahman, chef du mouvement intégriste

pakistanaï

Harakat Ul Ansar

- Abdel Salam Mohamed, chef du Harakat al Djihad du Bangladesh

Selon la DST, l'organisation est pyramidale. Au sommet, le conseil de la Shura regroupe en plus de ces cinq personnes, les Egyptiens Sayf al Adl, Abdallah Ahmed Abdallah (alias Abou al Masri), et Shaykh Said al Masri, l'Irakien Abdel Hadi al Iraqi. Viennent ensuite 8 comités, dont le principal, le comité religieux est placé sous l'égide de Abou Hafs al Muritani. Le Comité militaire est divisé en 5 sous-comités (sécurité, opérations, maisons d'hôte, front d'Afghanistan et entraînement). Le comité des finances comprend deux structures. Les autres comités sont les communications, le soutien extérieur, les médias, les documents administratifs et les familles. Avec l'intervention américaine en Afghanistan, cet Etat-major se serait redéployé au Pakïstan, en Iran et dans le nord de l'Irak.

Novembre 2004